



**l'archipel  
des lucioles**

## **Les Après-midis des dispositifs #12 – Quel avenir pour Collège au cinéma ? – Jeudi 14 mars 2024**

### Introduction

En introduction à cette réunion, Eva Morand rend compte d'une synthèse des réponses au questionnaire en ligne renseignée par les coordinations en amont de cette après-midi.

Elle informe que 58 réponses ont été reçues dans lesquelles 44 départements étaient représentés.

### Synthèse d'Eva Morand

Concernant les inquiétudes :

- Les formations représentent la valeur ajoutée du dispositif et permettant de maintenir « sa qualité et son exigence », il est à craindre que, si assister au formation s'avère de plus en plus compliquée, ces 2 critères soient revus à la baisse.
- Concernant le pass Culture même s'il peut être utilisé dans certains départements pour CAC : « la mise en place du pass Culture favorisant des choix à la carte pour de nombreux enseignants vient aussi fragiliser le dispositif plus exigeant en termes de projet éducatif et de programmation cinématographique », sorte de « concurrence plus souple » avec notamment la possibilité de choisir la VF.
- Des injonctions contradictoires : « Les prévisionnements et formations sont un des piliers du dispositif. L'EAC n'est-il plus une des priorités pour l'Éducation nationale ? »
- Crainte que les groupes de niveaux soit « la goutte d'eau qui poussera certains établissements à quitter le dispositif » quand « l'organisation des sorties est aussi rendue difficile par l'injonction à remplacer chaque enseignant-e »
- Parcours de 3 films : 2 coordinations (24, 64 et Sandra Mourad, académie de Bordeaux) constatent une difficulté à faire valoir le parcours auprès des enseignants. Une autre (le 35) constate que les chef-fes d'établissements souhaiteraient passer à 2 films et non 3. Une autre (56) « Les nouveaux enseignants ne comprennent pas les enjeux des dispositifs nationaux (parcours sur 3 films, préparation des séances en amont...) et la fin des formations sur le temps scolaire »

À la question, « Quelles modalités de formation Collège au cinéma seront mises en vigueur dans votre territoire à la rentrée scolaire 2024/2025 ? », on note :



**l'archipel  
des lucioles**

- un maintien des formations sur le temps scolaire pour 16 coordinations (L'Aude note ainsi « Si nous voulons une participation des enseignants nous devons rester sur le temps scolaire. Nous avons sondé lors de la dernière formation les enseignants et sur 75 inscrits moins de 10 viendraient dans un contexte hors temps scolaire. »)
- un déplacement des temps de formation sur le hors temps scolaire pour 7 coordinations
- un éventuel mélange des deux (mercredi matin et après-midi) si cela était nécessaire pour 5 coordinations
- 10 ont indiqué ne pas encore savoir (et être notamment en attente de leur COPIL)

Après cette synthèse, Delphine Lizot problématise les enjeux de cette Après-midi consacrée à l'avenir de Collège au cinéma.

Actuellement les coordinations sont dans l'attente d'une directive de la DGESCO qui pourrait annoncer une dérogation pour les formations EAC dans lesquelles des partenaires sont engagés. Or, les EAFC doivent proposer des offres avant la fin du mois de mars.

Plusieurs questions se posent donc : comment construire ces offres ? Faut-il considérer qu'il n'y aura pas de dérogation au niveau national ? Si oui, le cahier des charges du dispositif ne pourrait plus être appliqué à la lettre. Dans un tel cas, les difficultés de réception des films ne vont-elles pas augmenter ? Les professeur·es ne risquent-ils pas de se désengager de ce dispositif exigeant et de préférer une alternative plus souple favorisée par la part collective du pass Culture.

Quelle marge de manœuvre avons-nous pour faire entendre aux instances qui gouvernent le risque de ce changement de paradigme et ses conséquences (partenariats, fréquentations, etc.) ? Peut-il y avoir des dérogations à l'échelle des Rectorats ?

### **1) Comment programmez-vous la formation des professeur·es pour l'année scolaire prochaine ?**

Beaucoup de coordinations ont commencé à travailler sur des propositions « mixtes », sur et en dehors du temps scolaire.

C'est le cas de Nathalie Clouzot-Saggiante (coordination cinéma, CAC 39) qui témoigne que, dans le Jura l'option serait de proposer la formation sur le mercredi toute la journée. Est-ce que le temps de formation l'après-midi pourra être rémunéré aux professeur.es, elle ne le sait pas encore.





**l'archipel  
des lucioles**

Isabelle Bourdon (conseillère cinéma à la DAAC au Rectorat de Créteil) explique que si le texte concernant les formations est un texte national, les décisions reviennent quand même aux recteur·rices ou aux responsables de l'EAFC. Il y a donc des adaptations possibles.

Elle témoigne que, dans son académie, ils comptent reproduire le même niveau et la même quantité d'heures de formation que d'habitude c'est-à-dire trois journées de formation en présentiel, alternant projections de films et interventions. Pour que cela reste possible, ils vont peut-être les organiser sur trois jours isolés, répartis sur trois semaines avant les vacances d'octobre.

Elle encourage vivement les autres coordinations à ne pas lâcher et à continuer à travailler et solliciter les rectorats afin de trouver des solutions : ce n'est pas facile mais c'est possible !

Pour l'académie de Versailles, Manuela Lucchini (Conseil départemental, CAC 92) explique qu'ils vont essayer de garder les temps de formation sur le temps scolaire mais en proposant une réorganisation. Si, traditionnellement, elles étaient organisées sur 3 jours, dont 2 jours consécutifs, le prochain COPIL va travailler sur la proposition de les répartir en 6 matinées, les vendredis matins (jour où il y a moins d'heures de cours). Cette formule ferait déplacer 6 fois les professeur·es au lieu de 3 mais sur des temps plus courts et suivant un calendrier « répétitif » qui permettrait aux chef·fes d'établissements de s'organiser en amont et de trouver des solutions pour libérer les professeur·es.

Pour l'académie de Versailles, il y aura une demi-journée en moins de formation, mais Manuela Lucchini explique qu'ils font le pari que les chef·fes d'établissements suivront la nouvelle formule.

Stéphanie Dalfeur (coordination cinéma, EEC 67, CAC 67-68 et LAAC) explique la démarche qui a été la sienne pour l'académie de Strasbourg :

- Sondage : au mois de décembre dernier, la coordination a lancé un sondage auprès des professeur·es pour connaître leur ressenti par rapport à la possibilité de passer les formations sur le hors temps scolaire,
- Alerte : sondage à l'appui, la coordination a adressé un courrier d'alerte au Recteur en sollicitant l'organisation d'un COPIL exceptionnel. D'autres partenaires des dispositifs, comme les départements, ont également interpellé le recteur. Leur idée est de défendre Collège au cinéma comme un projet multi-partenarial mais avec un partenaire qui, avec la mise en place du guide sans avoir pris attache avec l'entière responsabilité du COPIL en amont, sortirait donc du projet.



Stéphanie Dalfeur propose aux coordinations présentes de leur partager le courrier en question. Elle explique qu'elle a développé sur deux axes :

- En remplaçant le RECIT comme partenaire historique des dispositifs, 15 ans de coordination,
- En insistant sur un problème très pratique que rencontrerait l'organisation de journées de formation sur le hors temps scolaire : l'indisponibilité des salles de cinéma, qui, à ces horaires, ont déjà des séances et qui ne pourraient donc pas accueillir de formation au risque de perdre des entrées (ou moyennant des frais de location trop important à absorber pour les coordinations).

Développer sur ce deuxième axe permettait donc à Stéphanie Dalfeur et la coordination cinéma du 67 et 68 ne pas parler « à la place » des professeur·es mais bien de partir de sa position de réseau de salles de cinéma.

Elle partage l'avis d'Isabelle Bourdon sur la possibilité de faire bouger les choses au niveau local et encourage aussi les coordinations à le faire. Elle informe que la FNCF travaille aussi à demander une dérogation du RCD dans le cadre de l'EAC.

Elle encourage également les coordinations à tout de même envoyer des plannings de formation (même fictifs) aux EAFC pour qu'elles aient le temps d'anticiper la demande de rester sur des formations en temps scolaire.

Dans l'académie de Metz-Nancy, il a été demandé aux coordinations de travailler sur des plannings de formation sur du hors temps scolaire.

Dans l'académie de Besançon et de Dijon, les coordinations ont également adressé des courriers aux recteurs.

Sandra Mourad (conseillère cinéma à la DAAC, académie de Bordeaux) va dans le sens d'Isabelle Bourdon : il s'agit d'interpréter les textes et de les adapter au terrain.

Elle explique qu'après une tentative catastrophique de formation pendant les vacances de la Toussaint, ils ont convenu avec l'EAFC de ne pas faire de proposition sur du hors temps scolaire, sauf, dans le cas de deux journées de formation consécutives où serait intégré la journée du mercredi. Sinon, la volonté serait de continuer à fonctionner sur un jour de formation par trimestre.

Sandra Mourad souhaite consolider le dispositif :



**l'archipel  
des lucioles**

- En faisant en sorte qu'un maximum de ces journées soient prises en charge par le PAF, d'une à trois, dans l'idéal une par trimestre avec une première organisée avant les vacances d'octobre,
- En annonçant les dates au plus tôt pour que les chef·fes d'établissement est le sentiment d'avoir plus de marge de manœuvre pour faire un remplacement de courte durée, moins de pression pour eux·elles.

Pour terminer, Sandra Mourad souligne le fait que mettre en place des formations avec des partenaires (salles de cinéma par exemple) nécessite de se caler sur leurs calendriers aussi.

Dans l'académie de Rennes, Sonia Bernard-Tosser (conseillère cinéma, DRAEAC Bretagne) informe que l'EAFC leur a clairement demandé de ne pas positionner de formation sur le temps scolaire. Ils vont donc essayer, comme pour d'autres témoignages plus haut, d'anticiper au maximum les dates des formations et les professeur·es inscrit·es afin que des remplacements puissent être mis en place plus facilement et responsabiliser les chef.fes d'établissements.

Pour Paris, Emmanuelle Ligero (coordinatrice cinéma CAC 75) témoigne, comme Stéphanie Dalfeur de difficultés de communication avec le Rectorat. Ils vont maintenir des temps de formation en temps scolaire, en séparant les projections en salle des temps de formation à proprement parlé, qu'ils souhaiteraient axer sur plus de pratique.

Florence Vargas-Luiggi (DAAC) explique que dans l'académie de Nice, l'EAFC a interdit pour l'année scolaire 23-24 les formations en temps scolaire. Ils s'étaient donc organisés pour les proposer les mercredi après-midi mais sans surprise une quinzaine de professeur·es y ont participé, contre la centaine inscrite au dispositif.

Pour l'année scolaire prochaine, ils vont essayer de proposer : une journée complète de séminaire, sur le temps scolaire, qui réunirait l'ensemble des professeur·es de tous les niveaux autour d'une thématique + trois demi-journées sur le temps scolaire (mardi ou jeudi) par département + la projection des films mais en soirée en séance public.

Céline Berthod (CAC 13 et 83) confirme qu'il s'est passé la même chose dans les Bouches-du-Rhône pour les formations hors temps scolaire : désertion.

➔ *Des témoignages où la règle de proposer des formations hors temps scolaire a été éprouver et où l'on constate que ces formations ont été massivement désertées.*

Stéphanie Dalfeur réagit à ces propos en ajoutant que les formations proposées en distanciels ou via des formats hybrides (capsules vidéo, etc.), éprouvées par des coordinations du réseau LAAC, n'ont pas fonctionné non plus. Elle propose qu'un travail



**l'archipel  
des lucioles**

de recensement de ces tentatives et de ces chiffres soit fait afin de donner des arguments supplémentaires au maintien des formations en présentiel et en temps scolaire dans les COPILS.

Céline Lasserre, conseillère académique cinéma de l'académie (Grenoble), explique qu'elle est dans la même démarche qu'Isabelle Bourdon : sur le temps scolaire et même volume horaire qu'habituellement. En contrepartie, elle doit anticiper et donner les dates de formation le 5 avril pour que les chef·fes d'établissements puissent organiser au mieux les remplacements.

Elle compte également maintenir des journées complètes, pas de demi-journée.

Loïc Dazin (coordinateur cinéma, CAC 02) et Florence Bourhis (coordinatrice cinéma, CAC 44) aimeraient une position nationale ou collective plus claire pour pouvoir avancer.

## **2) Un changement de paradigme ne s'opérerait-il pas si la formation n'avait plus lieu sur le temps scolaire ?**

Comme évoqué plus haut : les formations hors temps scolaires éprouvées dans diverses académies ont été désertées les professeur·es.

➔ *Face à cela, on peut se poser la question : quelles conséquences la baisse de fréquentation des formations Collège au cinéma auraient sur le dispositif ?*

Delphine Lizot fait part d'une inquiétude évoquée par quelques coordinations dans le formulaire en ligne : la concurrence que pourrait représenter les séances financées par la part collective du pass Culture.

En effet, si dans certains département un juste équilibre a pu être trouvé, d'autres déplorent un flou qui subsiste encore dans la prise en charge de ces séances qui, selon comment elles sont présentées, pourraient tenter des professeur·es découragé·es de CAC.

Sur le changement de paradigme et l'avenir de CAC, Stéphanie Dalfour partage ses inquiétudes :

- La perte des formations, c'est aussi la perte de la partie pédagogique pourtant nécessaire à l'encadrement du dispositif,
- C'est aussi la fragilisation de tout un écosystème financier, pertes d'entrées pour les distributeur·rices et les salles,
- C'est le risque de perte de subventions (si moins de temps passé sur la coordination),





**l'archipel  
des lucioles**

Entre la mise en place des EAFC, la mise en place du pass Culture, Stéphanie Dalfleur trouve de plus en plus compliqué de rester optimiste quant à l'avenir de CAC.

Elle partage l'exemple d'un établissement qui avait mal calculé la part collective de son pass Culture et qui n'avait pas compris que CAC c'était trois projections dans l'année : au final, les élèves n'ont pu voir que le film du premier trimestre.

Sonia Bernard-Tosser relève la méconnaissance de beaucoup de personnes du dispositif et qui sous-estime sa complexité (de tout l'écosystème économique et culturel). Elle encourage à un réel travail de sensibilisation auprès des chef·fes d'établissement notamment.

Valérie Jouno, chargée d'EAC département 22, explique que, dans les Côtes-d'Armor, le département envisage d'adresser un courrier au rectorat pour manifester son désaccord sur les principes de modification sans échange préalable. Ils souhaitent que le dispositif tel qu'il a été écrit et charté soit maintenu en l'état et estime que si modification il doit y avoir, cela doit s'accompagner d'un échange.

Sur l'inquiétude du risque de concurrence entre Collège au cinéma et des séances du pass Culture, Florence Vargas-Luiggi témoigne que dans les départements de l'académie de Nice, le Var et les Alpes-Maritimes, où il a été autorisé, en accord avec la DRAC, l'utilisation du pass pour CAC, il n'y a pas eu beaucoup d'effet : ni explosion des inscriptions, ni désertion du dispositif (quelques professeur·es mais très à la marge).

Olivier Demay (L'Archipel des lucioles) intervient pour aller dans le sens de plusieurs témoignages plus haut sur la sensibilisation au dispositif des chef·fes d'établissements.

Concernant le pass Culture, Fabrice Caparros (coordinateur cinéma, CAC 11) explique que dans son département, même si cette décision a été plus difficile à prendre pour certain·es, les exploitant·es se sont mis·es d'accord pour ne pas faire d'offre pass Culture.

Il constate que, malgré quelques demandes de certains établissements, il n'y a pas eu de baisse d'inscription. Selon celui, cela tient beaucoup à la volonté de professeur·es très motivé·es à faire vivre le dispositif.

De même, il informe que, dans son département, ils ont été très soutenus par la DAAC, toutes les formations ont été très suivies et sur le temps scolaire.

Sur la question de la formation des chef·fes d'établissement, Isabelle Bourdon tient à souligner deux points importants : les chef·fes d'établissement sont très sollicité·es et ils ou elles ne souhaitent pas la guerre avec leurs professeur·es. Isabelle Bourdon estime que la plupart sont ouvert·es à la discussion à partir du moment où ce sont eux·elles qui portent les choses et peuvent témoigner du bien que cela fait à leur établissement.



Dans son académie en tout cas, ils organisent des formations à destination des chef·fes d'établissement et des référent·es culture des différents départements. Cela leur permet de le sensibiliser à la qualité et l'importance du dispositif.

Sonia Bernard-Tosser va dans le sens d'Isabelle Bourdon. Dans son académie, elle essaie de jouer sur le levier de la labellisation EAC des établissements et en rappelant les volumes d'élèves que représentent les dispositifs comme CAC et LAAC. Elle rejoint Isabelle Bourdon sur le fait qu'en effet les chef·fes d'établissements ne souhaitent pas la guerre avec leurs professeur·es.

### **3) La question de la constitution des groupes de niveau**

Pour introduire cette dernière partie de la réunion, Delphine Lizot rappelle que, malgré la tentative de la ministre de l'Éducation nationale d'essayer de moduler un peu ce projet, en parlant par exemple de groupes de besoin plutôt, le Premier ministre a tranché : à partir de la rentrée scolaire prochaine, les classes de 6<sup>ème</sup> et de 5<sup>ème</sup> devront s'organiser en groupes de niveau.

#### **➔ Quelles conséquences sur l'organisation de Collège au cinéma ?**

Amin Lakhal, professeur et coordinateur CAC dans la Sarthe (72), précise que cela ne veut pas dire que tous les cours seront de niveau. Par exemple, dans son établissement, ils ont mis en place des groupes de niveau dès cette année scolaire pour les mathématiques mais ce n'est qu'une heure par semaine voire tous les quinze jours, il reste donc bien des temps en classe entière.

Dans son établissement, ce sont tous les élèves de 5<sup>ème</sup> qui profitent du dispositif CAC, ce qui permet, quand les élèves ne sont plus en classe mais en groupe, de quand même parler du film.

Fabrice Caparros (coordinateur cinéma CAC 11) et Cécile Morin (coordinatrice cinéma CAC 93) partagent leur inquiétude concernant la constitution de ces groupes de niveau. Quelles conséquences sur les inscriptions ?

Florence Vargas-Luiggi s'inquiète du fait de voir disparaître les élèves de 6<sup>ème</sup> et de 5<sup>ème</sup> du dispositif, à l'image de LAAC où les élèves de Première et de Terminale sont de moins en moins nombreux (réforme Blanquer, groupes d'option et de spécialité), les élèves étant de moins en moins en classe entière, parfois seulement deux heures par semaine pour certaine discipline. Dans ce contexte, ajouté au RCD, il devient de plus en plus difficile d'organiser une sortie au cinéma.





**l'archipel  
des lucioles**

Stéphanie Dalfeur qui coordonne aussi LAAC confirme que, depuis la réforme Blanquer, ils ont de moins en moins d'inscription et qu'il devient de plus en plus difficile d'organiser la troisième projection.

Olivier Demay se demande si CAC ne peut pas aider à faire de ces groupes de niveau une réussite, notamment pour les niveaux les plus faibles : partant du principe de travailler sur une pédagogie un peu différente, ce serait peut-être pour certains donner du sens aux savoirs scolaires...

Dans le Gers, Blandine Beauvy (coordinatrice cinéma, CAC 32) explique, par rapport à la question des chef-fes d'établissement notamment, qu'ils ont fait une convention à signer entre le cinéma et chaque établissement : ils demandent qui est le·la coordinateur·rice administratif·ve du dispositif qui est le·la coordinateur·rice pédagogique (pour l'accueil et l'organisation des interventions en classe par exemple).

Ce document leur permet de rappeler qu'il s'agit d'un dispositif à trois séances, que les établissements s'engagent à bien accueillir les intervenant·es et inversement, les salles s'engagent à bien accueillir les élèves.

Pour le moment dans son département, quasiment toutes les entrées sont prises sur le pass Culture, le département prend en charge les transports et elle n'a pour le moment aucune consigne du rectorat de l'académie de Toulouse concernant les formations ou les groupes de niveau. Elle sent tout de même une forte inquiétude des membres du COPIL.

Elle appelle à une solidarité entre les coordinations.

➔ *Souligne l'importance d'une directive nationale*

Pour conclure la réunion, Delphine Lizot informe le groupe qu'un compte-rendu de cet après-midi sera adressé à Éric Rostand, notre interlocuteur à la DGESCO, qui est très demandeur de retour.

Elle invite les coordination à continuer d'échanger sur le [serveur DISCORD](#) et informe du thème de la prochaine réunion, le jeudi 11 avril : ADAGE.



**l'archipel  
des lucioles**

COMPLÉMENT :

**Constat d'une forte baisse par les coordinations de Collège au cinéma  
des inscriptions aux formations ayant lieu hors temps scolaire**

*Cas des Bouches-du-Rhône (académie Aix-Marseille)*

Formation réorganisée sur deux mercredis après-midi

Conséquence : alors que les précédentes années, **50 à 60 enseignants participaient** (70 à 80 avant Covid), cette année **ils n'étaient plus que 4 et 5 sur chacune des formations. (environ - 90 % de fréquentation).**

*Cas de l'Aisne (académie d'Amiens)*

**Baisse très importante des inscriptions : 1/3**

*Cas de la Gironde (académie de Bordeaux)*

90 établissements participent en moyenne chaque année.

Formation les mercredis après-midi pendant 2 trimestre sur 3

Conséquence : **on est passé de 60 à 90 participants à 5 ceci sans ordre de missions.**

*Cas de l'Aude (académie de Montpellier)*

Un sondage a été effectué lors du stage de formation et **sur 60 enseignants présents seulement 9 viendraient si le stage devait se faire hors temps scolaire.**

*Cas de la Loire (académie de Lyon)*

**Constat que si les formations ne sont pas réalisées sur le temps scolaire, elles sont désertées.** Cette désertion met à mal les dispositifs d'éducation aux images ainsi que tout le travail en lien avec ces derniers.



*Cas des Alpes-Maritimes (académie de Nice)*

Malgré la motivation générale des professeurs inscrits au dispositif, il leur est compliqué de se mobiliser hors temps scolaire. Ces temps de formation ont toujours été très appréciés et la fréquentation toujours importante lors des années précédentes. Les effectifs parlent d'eux même (**- 67 % de fréquentation**).

*Cas de l'Orne (académie de Normandie)*

Lors de la première formation, il y a eu **9 enseignants participants**, ce qui indique une **baisse de plus de 50%**.

*Cas du Calvados (académie de Normandie)*

Toutes les formations ont été supprimées sur le temps scolaire afin d'être proposées sur le hors temps scolaire.

Cela a pour conséquence de diviser par deux les temps de formation, **une baisse de 2/3 des inscriptions aux formations**.